

Document

Appel à une marche national à Alger le 12 février

(<http://www.presse-dz.com>)

Le 29 janvier 2011

Née la semaine dernière lors d'une réunion regroupant des syndicats autonomes, des organisations de défense des droits de l'homme, des associations estudiantines et des jeunes, des comités de quartiers, des collectifs citoyens, des associations de disparus, des figures intellectuelles et des partis politiques, la Coordination a décidé à l'unanimité des participants à organiser une marche nationale à Alger le 12 février prochain. Prévues initialement pour le 9 février, la marche a été décalée donc pour le samedi 12 du même mois.

En effet, un comité d'organisation de cette manifestation a été mis sur pied à l'issue de cette rencontre, afin de s'étaler sur les aspects d'encadrement d'organisation de la marche. Ce comité se chargera de fixer l'itinéraire de la marche et les mots d'ordre à mettre en avant. Dans ce sens, des propositions ont été déjà faites par les représentants des partis politiques et des associations ayant pris part à cette réunion.

«La levée de l'état d'urgence», «Pour des droits politiques et sociaux», «Système dégage, le pouvoir au peuple», «Pour une Algérie libre et démocratique», sont entre autres les slogans proposés par les participants. Ainsi, la Coordination a également décidé de lancer un appel, dans les prochaines heures, à tous les citoyens algériens, qu'il soit chômeur, médecin, avocat, journaliste, enseignant... pour participer à cette démarche.

La Coordination pour le changement et la démocratie s'est élargie hier à d'autres formations politiques et associations de la société civile. Hormis le parti des Front des forces socialistes (FFS), qui a brillé par son absence, tous les partis politiques dits d'opposition et associations autonomes ont adhéré à cette organisation.

Outre les initiateurs de cette coordination, Laddh, CLA, Snapap, Satef, le RCD, le PLJ, le MDS, d'autres organisations, à l'image, du Parti socialiste des travailleurs (PST), le Comité des citoyens pour la défense de la République (Ccdr), le Comité national pour la liberté de la presse (Cnlp), association Abane-Ramdane, le Congrès mondial Amazigh, association des droits des femmes, association des droits des enfants, les spoliés du groupe Khalifa, des associations estudiantines et de jeunes, des comités de quartier, des collectifs citoyens, ainsi que figures intellectuelles ont intégré la Coordination.

S'agissant des revendications qui ont fait objet de divergences entre les participants lors des débats, la Coordination a décidé de formuler trois revendications essentielles.

La levée de l'état d'urgence, l'ouverture du champ politico-médiatique, la libération des jeunes émeutiers emprisonnés. Toutefois, l'option d'une marche dans chaque wilaya du pays est toujours maintenue, et ce, en fonction des capacités de mobilisation de chaque association. Selon Maître Bouchachi, président de la Laddh et modérateur des débats, *«si des organisations s'estiment capables de mobiliser dans leur wilaya, nous allons vers la décentralisation de la marche»*.

Le même responsable indiquera qu'«une demande d'autorisation à cette marche sera soumise dans les prochains jours au ministère de l'Intérieur». Cependant, la Coordination estime que cette démarche «n'est qu'une simple formalité à accomplir», du fait qu'une autorisation des autorités à une telle action relève de l'impossible.

Dans tous les cas, la Coordination et le comité de l'organisation de la marche se réuniront demain pour approfondir les discussions et mieux encadrer cette manifestation. Interrogé sur un éventuel remaniement ministériel, Bouchachi a considéré que «cela ne changera rien, tant que le système politique demeure inchangé».

«*Ce n'est pas le changement d'un Premier ministre ou de nombreux ministres qui va bouleverser la nature du régime. On veut un changement radical du système*», dit-il, soulignant que l'initiative de la Coordination s'inscrit en droite ligne dans une perspective de changement démocratique.

A l'instar d'Alger : Rassemblement le 12 février à Oran

(<http://www.algeriesoir.com>)

«*Rendez nous notre Algérie !* ». C'est sous ce slogan qu'un appel a été lancé pour l'organisation d'un rassemblement pacifique à la place du Premier novembre 1954 à Oran, le 12 février prochain. La manifestation est initiée par la section d'Oran de la coordination pour le changement et la démocratie (CNCD).

Cette coordination regroupe la LADDH, des partis d'oppositions, des syndicats autonomes, des mouvements associatifs et des «Facebookers » parmi les jeunes Algériens. Une demande d'autorisation sera déposée aujourd'hui au niveau de la wilaya d'Oran, apprend-on.

Tout comme pour le choix d'une marche le 12 février, les membres de la coordination à Oran se retrouvent autour de ce socle commun qui est la demande de la levée de l'état d'urgence, l'ouverture du champ politique, associatif et médiatique ainsi que la libération des émeutiers et de tous ceux qui sont emprisonnés pour fait de manifestation.